



Les migrants et l'Europe puissance : quelques réflexions

Les Notes du CAPE, n°6

14 septembre 2015

Le 14 septembre 2015, les ministres de l'Intérieur des 28 Etats de l'UE vont se réunir, en urgence, pour parler de la question des migrants. Le problème qu'on peut déjà ressentir à propos cet énième rassemblement d'officiels forcés de répondre à une nouvelle crise pourtant prévisible est qu'il risque de se faire avec une mentalité de « haut fonctionnaire ». C'est à dire de gestionnaire, sur le court terme, parfois avec un œil sur l'agenda politique national, si le ministre et sa petite équipe d'un pays donné ont, avant tout, des ambitions personnelles. Si on met de côté les rêves politiques, on ne peut pas leur en vouloir : c'est leur travail. Un haut fonctionnaire, un ministre, c'est fait pour expédier les affaires courantes, pour gérer le moment présent. C'est aux hommes d'Etat et à ceux qui prétendent aux fonctions électives les plus élevées de donner le 'tempo', et une vision sur le plus long terme. Or pour l'instant, on semble être en grave manque d'hommes et de femmes d'Etat en Europe... Pourtant, la question des migrants/réfugiés risque de définir fortement l'avenir du projet européen. Plus encore si l'on souhaite, à terme, voir émerger une authentique puissance européenne, et pas juste une Europe-marché à l'anglo-saxonne...

Quelles sont donc les leçons à tirer de cette vague migratoire qui est devenu l'enjeu politique numéro 1 en Europe ?



Avant tout, on peut constater que les deux approches s'affrontant sur la question des migrants montrent un paysage idéologique européen en décalage avec la notion d'Europe puissance.

Il semblerait que les Européens se divisent, idéologiquement, en deux camps : les humanitaires, qui veulent accueillir toute la souffrance du monde à bras ouverts ; et les déclinistes/racialistes, pour qui la crise des migrants n'est que la confirmation d'un « remplacement de population », une thèse tellement simpliste qu'elle réussit à toucher un grand nombre de personnes. Ce qui est marquant, dans le mauvais sens du terme, c'est la naïveté, encore une fois le simplisme, du débat en cours en Europe.

Les humanitaires sont fort sympathiques, parfois un peu niais, mais surtout, ils ne prennent pas en compte la situation politique des pays dans lesquels ils vivent.

Non, un Européen n'est pas un simple citoyen du monde, il ne peut pas limiter sa politique à prendre dans ses bras tous les malheureux de la Terre. La logique du cœur, ce n'est pas une politique sérieuse. Cela n'aide sur le long terme ni les Européens ni les migrants. Une politique trop libérale pour les migrants entraînera forcément une montée de l'extrême droite et du racisme. Et c'est être bien naïf que de penser que forcément, les réfugiés rêvent d'aller en Europe. Beaucoup préféreraient sans doute rester sur leurs terres ancestrales, y élever en paix leurs familles... Les humanitaires seraient bien inspirés de faire du lobbying contre les logiques militaristes et interventionnistes des Américains et de certains Européens, plutôt que d'en rester à la logique de l'émotion.

Et non, pour utiliser l'argument que les humanitaires reprennent pour se donner des airs de réalistes : les migrants ne permettront pas forcément de payer 'nos' retraites. Parce que pour que cela ait lieu, il faut une intégration socio-professionnelle¹ de haut niveau, un système scolaire solide, et surtout des possibilités économiques adéquates. Et on est loin du compte dans beaucoup de pays d'Europe, la France incluse...

¹ Voir Xavier Chojnicki, « Vieillesse démographique et immigration: un modèle de comptabilité générationnelle appliqué à la France ». *Economie & prévision*, 3, 2007, pp. 39-57.

² Voir la « boutade humoristique », de très mauvais goût, d'un député de droite en France récemment : HuffPost/AFP, « Patrick Devedjian: les Allemands "nous ont pris nos juifs, ils nous rendent des arabes" », *Huffington Post*, 11 septembre 2015, <http://www.huffingtonpost.fr/2015/09/11/patrick-devedjian-allemands->



Plus largement, les « humanitaires » ne prennent vraiment pas en compte le fait que la peur, nourrie des idées de l'autre camp idéologique (obsédée par le 'remplacement de population', l'islamisation', et autres idées simplistes et caricaturales), est dominante en Europe. Il suffit de parler autour de soi en France², y compris à des gens qui se considèrent comme progressistes, pour se rendre compte de l'islamophobie³ ambiante. Islamophobie qui se double d'une arabophobie/africanophobie réelle chez beaucoup. Mais le rejet d'une culture plutôt que d'une couleur de peau donne bonne conscience. Elle permet à l'enseignant socialiste ou au militant gauchiste de cibler le voile ou la jupe « trop longue » d'une musulmane sans apparaître pour ce qu'il est : un bon vieux raciste, mais 2.0... On ne peut contester, par ailleurs, une montée en puissance des extrêmes droites européennes⁴. Aussi difficile que cela soit à admettre pour les « humanitaires », idéologiquement, ils ont déjà perdu. De là, les choix de nos 'dirigeants' nationaux sont limités par cette pression politique et idéologique venant de la droite extrême.

Quant aux partisans du rejet absolu de ces migrants, obsédés par les guerres de civilisation, le remplacement de population, et j'en passe... ils sont, à proprement parler, un véritable virus anti-Europe puissance.

Une Europe puissance ne peut se construire qu'avec des Européens confiants dans leurs valeurs, dans leurs racines, dans leur destin. Tout le contraire de ce qu'on peut voir en Europe, entre le Français qui débat jusqu'à la nausée de son identité nationale qu'il semble ne plus vraiment connaître ou maîtriser, ou l'Allemand qui tremble face à une « islamisation » qui n'est évidente que dans sa tête. L'Europe a une vieille et glorieuse Histoire, qui peut être

² Voir la « boutade humoristique », de très mauvais goût, d'un député de droite en France récemment : HuffPost/AFP, « Patrick Devedjian: les Allemands "nous ont pris nos juifs, ils nous rendent des arabes" », *Huffington Post*, 11 septembre 2015, http://www.huffingtonpost.fr/2015/09/11/patrick-devedjian-allemands-juifs-arabes_n_8121958.html?utm_hp_ref=France. Accès le 12 septembre 2015.

³ Pour comprendre ce fait, il faut lire l'excellent travail de Thomas Delcombe, ou l'analyse classique, et toujours d'actualité, de Vincent Geisser, un pionnier sur ce sujet controversé. Thomas Delcombe, *L'islam imaginaire : la construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*, Paris : La Découverte, 2005. Vincent Geisser, *La nouvelle islamophobie*, Paris : La Découverte/sur le vif, 2003.

⁴ Alex Brummer, "Across Europe, support for nationalist parties makes Ukip look moderate", *Daily Mail*, 23 mai 2014, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2636850/Across-Europe-support-nationalist-parties-makes-Ukip-look-moderate.html>. Accès le 3 septembre 2015. Charlotte McDonald-Gibson et John Lichfield, "European election results 2014: Far-right parties flourish across Europe", *The Independent*, 25 mai 2014, <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/european-election-results-2014-farright-parties-flourish-across-europe-in-snob-to-austerity-9434069.html>. Accès 3 septembre 2014.



comparée à celle d'une autre région, plus capable de maintenir son unité à travers les siècles, la Chine. Le cœur de notre culture européenne, c'est d'abord l'univers mental gréco-romain. Même si le christianisme a pris le dessus par la suite, ce qui a nourri nos Lumières, nos Renaissances, c'est en bonne partie le rapport au monde antique⁵. La pensée gréco-romaine a survécu à la chute de Rome, aux bouleversements spirituels en Europe et dans la Méditerranée, et a nourri ce qu'il y a de plus grand dans notre pensée européenne. Si certains pensent que ce qui est notre âme, en tant que continent, peut disparaître juste par l'arrivée de nouvelles personnes chez nous, c'est qu'ils ne sont pas imprégnés véritablement de cette culture. Le problème de l'Europe, c'est que certains Européens sont aujourd'hui des « Occidentaux » américanisés sans culture classique, pas des Européens dignes de ce nom. L'homme qui craint le remplacement de population sous-estime la culture européenne. L'authentique Européen, qui la connaît, sait que nos cultures européennes, notre pensée gréco-romaine et ce qu'elle a engendré dans le temps, est assez attractive pour être adoptée par de nouveaux venus⁶.

Les déclinistes devraient également se rappeler un fait historique simple : les grands Empires, dans l'Histoire, se sont construits notamment grâce à une « tolérance stratégique », une acceptation du multiculturalisme mis au service d'une puissance assez ouverte à tous les talents⁷. La logique de tolérance stratégique est bien sûr inconnue des stratèges de la théorie de l' « Homme blanc assiégé » qui domine les plateaux TV français. Mais en fait elle n'a rien de nouveau, et elle serait connue de tous, encore une fois, si les habitants d'Europe redevenaient de vrais Européens, donc des gens ayant une réelle culture classique gréco-romaine. Elle a été pensée et explicitée par Claude quand ce dernier a voulu intégrer dans le Sénat romain des nobles Gaulois. Face à la froideur d'une élite italienne masquant à peine son racisme, l'Empereur romain avait su trouver les mots justes :

⁵ On peut d'ailleurs considérer le christianisme des origines comme en partie héritier de la tradition gréco-romaine antique.

⁶ D'ailleurs la pensée grecque n'est pas inconnue de la théologie musulmane ancienne, les liens entre les deux rives de la Méditerranée ne sont pas si impossible que cela à tisser... mais encore une fois, pour cela, il faut des Européens dignes de ce nom, proches de leur culture comme les Iraniens ou les Chinois peuvent l'être de la leur.

⁷ C'est la thèse d'Amy Chua qui a également rappelé une évidence. Le fait que le contraire de l'Empire tolérant, le IIIème Reich, s'était tiré magistralement une balle dans le pied en se fondant sur une intolérance radicale. Voir



« Qu'est ce qui explique la chute de Sparte et d'Athènes, si ce n'est le fait de considérer le conquis comme un étranger ? Mais la sagesse de notre Père Fondateur Romulus l'a amené bien des fois à combattre un peuple et à le naturaliser dans le même jour... Si vous examinez toutes nos guerres, aucune ne s'est achevée aussi rapidement que celle des Gaules. Une fois la guerre terminée une paix loyale et continuelle a régné. Maintenant que les liens formés par les habitudes, la culture, le mariage les ont mélangé à nous, permettons leur d'apporter à nous leur or et leurs richesses plutôt que de les garder au loin »⁸.

L'Empire achéménide, celui des Tang en Chine, la puissance hollandaise au 17^{ème} siècle... ils ont tous employé cette tolérance stratégique pour se renforcer et s'imposer. Loin des instincts mortifères des déclinistes/racialistes, les partisans de l'Europe Puissance devront savoir s'inspirer de ces exemples.

Ces partisans de l'Europe puissance doivent en tout cas remercier les migrants au moins pour cela : permettre de montrer au grand jour que notre débat politique est aujourd'hui divisé entre les bons sentiments un peu naïfs et un nouveau 'racisme' dont le résultat ne sera que la décadence définitive de l'Europe. *Cette crise devrait pousser les partisans de l'Europe puissance à prendre conscience qu'il existe un boulevard pour eux. Ils pourraient être capables d'attirer tous ceux qui refusent les idées simplistes, et qui veulent un avenir pour les pays membres de l'UE.*

D'autre part, cette crise des migrants devrait permettre de rappeler un fait simple : les mauvais choix diplomatiques et géopolitiques, ça se paie au prix fort. Et sur les dossiers irakien, syrien, libyen, les dirigeants européens ont montré leur faiblesse, leur suivisme, voire leur incapacité à comprendre les réalités géopolitiques contemporaines.

Bien sûr, les ministres de l'Intérieur, lors de la réunion du 14 septembre, vont devoir plancher sur la façon de gérer immédiatement la crise. Mais il faut oser aussi prendre assez de hauteur

Amy Chua, *Days of Empire. How Hyperpowers rise to global dominance, and why they fall*, New York : Doubleday, 2007, pp. 267 à 285.

⁸ Pour un rappel des faits, voir Timothy H. Parsons, *The Rule of Empires. Those Who Built Them, Those Who Endured Them, and Why They Always Fall*, New York : Oxford University Press, 2010, p.36.



pour aller à la racine du problème. Tant que l'Europe n'aura pas comme objectif premier d'être une grande puissance responsable, elle ne mènera pas, à ses frontières et au-delà, une politique de bon sens. C'est à dire une diplomatie permettant la projection de puissance, mais aussi acceptant des réalités géopolitiques simples. Par exemple : l'Europe n'est pas les Etats-Unis, elle est bien plus proche du Moyen Orient et de l'Afrique, elle ne peut donc pas aller « jouer » les tuteurs casqués de la démocratie là bas, sans en payer le prix de diverses manières. Le fait de ne pas avoir une Europe plus coordonnée et plus ambitieuse en matière de politique étrangère a permis à des néo-impérialistes, des néoconservateurs européens et des humanitaires bottés d'imposer leurs idées désastreuses sur certaines nations européennes plus assez fortes pour peser positivement, mais encore assez puissantes militairement pour détruire des Etats du Sud... et être nuisibles à la sécurité de toute l'Europe.

Il est assez triste de constater que nos hommes politiques et nos analystes semblent être totalement pris par surprise par les événements associés à la question des migrants. Pourtant, ce sont les mêmes personnes qui, bien souvent sans la connaissance de terrain nécessaire, pontifiaient sur la situation syrienne, irakienne, libyenne. Nombreux parmi eux, côté français en particulier, se sont plu à insister sur le besoin de soutenir la rébellion contre Assad, qui serait à lui seul le « Mal » personnifié. Ce sont les mêmes qui, le plus souvent, tenaient le même discours sur Kadhafi... Il y a 4 millions de Syriens devenus des réfugiés aujourd'hui. En bonne partie parce que la France et d'autres ont eu une politique manichéenne et simpliste en Syrie. Depuis 2013, tous les pays de l'UE, ensemble, n'ont accueilli que 53 000 d'entre eux. Les dirigeants et « penseurs » français et européens pensaient-ils véritablement que les réfugiés syriens allaient s'évaporer dans l'air ?

Plus largement, la question des réfugiés actuellement, ceux qui débarquent en masse en Grèce, ont, en grande majorité, deux nationalités : syrienne, et irakienne... La proportion des Syriens débarquant en août sur les côtes grecques était de pas moins de 78%, selon le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU. Mais il y a une montée en nombre des Irakiens, qui pourtant jusqu'à il y a peu ne représentaient que 4% des récents migrants. Cause de leur départ ? L'éternelle insécurité, les attentats, les kidnappings... bref, le résultat de la destruction de l'Etat irakien que les Américains et leurs alliés venaient « libérer » en 2003. *La situation irakienne en particulier assure que la question des migrants va rester d'actualité sur*



*le moyen terme*⁹. Que les Européens s'attendent à des flots constants de réfugiés après ce mois de septembre 2015... les choses ne sont pas prêtes de changer.

La situation actuelle est une leçon de géopolitique grandeur nature : quand on fait des erreurs géopolitiques, on le paye, parfois lourdement, c'est ainsi. Et les Européens doivent payer après l'Irak, la Syrie, et la Libye.

Certes, l'Irak, ce n'est pas exactement de notre faute... mais certains pays ont été des soutiens clairs à la politique de W. Bush amenant à la guerre de 2003. Rappelons nous qu'en janvier 2003, les dirigeants de la Grande Bretagne, de la Pologne, du Danemark, de l'Espagne, de l'Italie, de la République tchèque, du Portugal, et de la Hongrie, ont signé une déclaration soutenant la politique américaine. Et n'oublions pas les fameux '10 de Vilnius' (Roumanie, Bulgarie, Albanie, Macédoine, les pays baltes, la Slovénie, la Slovaquie, et la Croatie) qui se sont déclarés pour cette désastreuse guerre. Et cela d'abord parce que les Américains leur promettaient, en échange, la possibilité d'une entrée plus facile dans l'OTAN¹⁰. Ces positionnements ont été indignes de la part d'Etats européens sensés être indépendants.

À propos des réfugiés irakiens et syriens, il faudrait oser demander des comptes aux Etats-Unis. La stupide guerre américaine en Irak a détruit un Etat dont la faiblesse actuelle explique l'importance de Daech. Washington, et ses vassaux en Europe, ont voulu faire tomber Assad. Aujourd'hui, le résultat, c'est un pseudo-Califat sanguinaire fait de territoires syriens et irakiens, et une région plus déstabilisée qu'avant la guerre d'Irak de 2003. On pourrait imaginer que face à une situation migratoire qui est directement liée à leurs politiques syrienne et irakienne, les Américains prendraient leurs responsabilités... Que nenni : ils n'ont accueilli que 1500 réfugiés syriens jusque là¹¹.

⁹ Liz Sly, "Iraqis join an intensifying flow of refugees to Europe from Turkey", *Washington Post*, 6 septembre 2015, https://www.washingtonpost.com/world/iraqis-join-an-intensifying-flow-of-refugees-to-europe-from-turkey/2015/09/06/aee71eaa-54a6-11e5-9f54-1ea23f6e02f3_story.html. Accès le 7 septembre 2015.

¹⁰ Alan Weisman, *Prince of Darkness. The Kingdom, the Power, and the End of Empire in America*, New York : Union Square Press, 2007, p.189.

¹¹ Associated Press, "How the immigration debate is tearing apart the EU and U.S.", *Mashable*, <http://mashable.com/2015/09/06/eu-us-migrant-crisis/#7DjDXog1Dqkx>. Accès 11 septembre 2015.



Sur la Syrie, sur la Libye, directement ou indirectement, les Européens ont suivi un script en partie américain ; et plus largement, une logique qui ne prend pas en compte la réalité des relations internationales contemporaines *pour l'Europe*. On ne renverse pas un « dictateur » par la force seule, les valeurs humanistes européennes n'ont rien à voir là dedans (pourquoi un dictateur plutôt qu'un autre ? qui va choisir quel dictateur est, « objectivement », pire qu'un autre ?), et surtout, il n'y a rien de pire que le chaos pour les populations locales comme pour la communauté internationale : c'est ce que les guerres civiles post-Guerre froide, et la situation en Irak après 2003, nous aura appris. Il faut prendre le monde tel qu'il est, et négocier avec ceux qui ont le pouvoir. Rester dans une approche idéologique bancaire¹², inspirée par une pensée qui vient, souvent, de l'autre côté de l'Atlantique sur des sujets importants (rapport à l'Iran, à la Russie, à la Chine, par exemple) est la preuve que nombre de nos politiciens ne savent plus pour quoi ils se battent (quand leurs convictions ne se limitent pas à leur seule ambition bien entendu). *Tant que les élites européennes seront suivistes, ou qu'elles suivront la logique militariste américaine, bref, tant qu'elles ne seront pas pleinement européennes de cœur, il n'y aura pas d'Europe puissance.*

Cette crise est également à associer à la question des migrants économiques, y compris ceux qui viennent des portes de l'Europe : face à cette question, l'Union Européenne doit agir comme les Etats-Unis et comme toute structure étatique qui se respecte. Cela signifie faire respecter ses frontières et ses lois, tout en acceptant que l'Europe forteresse, comme l'Amérique forteresse, est clairement un fantasme.

Les réfugiés politiques notamment syriens ne doivent pas nous faire oublier qu'un certain nombre de migrants le sont pour des raisons économiques. Ils viennent notamment des Balkans, mais aussi d'Asie du Sud et d'Afrique. Ainsi, 70% des migrants arrivant en Hongrie entre janvier et avril 2015 venaient du Kosovo, pour raisons économiques. Ils ne relèvent donc pas du droit d'asile. Mais il serait intellectuellement limité de tomber dans une division « simple » entre réfugiés politiques à accueillir, et migrants économiques à rejeter forcément. La pression migratoire venant des Balkans et d'ailleurs, dû à une situation locale désastreuse d'un point de vue économique, ne va pas disparaître même si on fait le choix d'une politique



totale­ment répressive. D'ailleurs, les problèmes d'une zone comme les Balkans ne peuvent se réduire qu'à une question économique. Souvent, le politique et le géopolitique s'en mêlent : conflits non résolus, corruption, volatilité politique sont souvent au moins autant responsables qu'une mauvaise gestion des deniers de l'Etat.

Face à la pression de la migration économique, il faut mener une triple approche : répression impitoyable des passeurs, dont les méthodes ignobles sont aujourd'hui bien documentées¹³ ; aide économique réelle aux pays en difficulté, associée à une demande de résultats en échange des fonds engagés ; et une politique claire : l'Europe peut prendre sur elle sa part des misères du monde, elle ne peut pas s'occuper de toute la misère du monde, et doit renvoyer sans faiblesse celles et ceux qui sont au-delà du quota que l'Europe décide accepter, selon ses besoins économiques notamment, et selon les choix de ses représentants élus. Renvoyer des migrants qui ne sont pas des réfugiés politiques, mais juste des acteurs économiques à la recherche d'une vie meilleure, ce n'est pas forcément une belle et noble action. Mais c'est ce que sont bien obligés de faire tous les Etats souverains. Et c'est ce que l'Europe et ses Etats doivent pouvoir faire sans remords. Par ailleurs, savoir être ferme dans la reconduite à la frontière de migrants économiques est sans doute la seule façon de rassurer une population européenne pour l'instant rongée par la peur de l'« Autre », Africain, musulman, chinois, ou indien... Encore une fois il faut prendre en compte les peurs des Européens, même si elles sont irrationnelles. Car si on ne le fait pas, ce sont les musulmans d'Europe, les Afro-/Sino-/Indo-Européens, qui en subiront les conséquences sous forme de racisme quotidien, insidieux, ou parfois même violent. *Nous avons une responsabilité claire dans les malheurs irakien (indirectement), syrien et libyen (plus directement, en tout cas pour les Français). En accepter un certain nombre comme réfugiés est donc juste. Mais il n'en est pas de même pour*

¹² Idéologie bancale car utilisant les droits de l'Homme mais uniquement pour cibler des puissances internationales ou moyennes indépendantes des Etats-Unis...

¹³ Tom Esslemond, "Mediterranean migrant smugglers 'violent and audacious': agencies", *Reuters*, 15 avril 2015, <http://www.reuters.com/article/2015/04/15/us-mediterranean-migrants-abuse-idUSKBN0N62RY20150415>. Accès le 10 mai 2015. Nick Squires, "Teenage survivors tell of terror as migrant boat smashed into rescue ship and hundreds drowned", *The Telegraph*, 21 avril 2015, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/italy/11553741/Teenage-survivors-tell-of-terror-as-migrant-boat-was-smashed-to-pieces-and-hundreds-drowned.html>. Accès le 22 avril 2015. On sait que les passeurs forcent les migrants qui changent d'avis à monter dans leur embarcations de fortune par la force, n'hésitant pas à les frapper ou à les menacer d'une arme à feu. Procédé d'autant plus ignoble quand on retrouve parmi les passeurs... des anciens migrants, au statut de réfugiés en Europe. Avec de telle personne, les justices nationales européennes devraient montrer une fermeté exemplaire.



les migrants économiques venant d'Asie et d'Afrique, une migration qu'on peut tolérer jusqu'à un certain point, mais qui doit être régulée sans faiblesse.

Par contre, les valeurs européennes signifient que suivre la politique de fermeté extrêmement dure des Australiens n'est, par contre, pas possible. Elle fait fantasmer la droite extrême en Europe, qui aime à rappeler qu'il n'y a eu aucune arrivée illégale par la mer dans ce pays, et surtout, pas un seul mort en mer depuis quinze mois. Mais ils oublient de dire que les Australiens rejettent autant les réfugiés politiques potentiels que les migrants économiques. Et surtout, leur politique de détention des migrants fait de l'Australie un pays qui, clairement, bafoue les Droits de l'Homme. Les conditions de vie des migrants détenus sont tout simplement déplorables, et indignes d'un Etat de droit : la violence sous toutes ses formes semble être une réalité quotidienne sur place¹⁴. Une situation terrible qui n'épargne pas les enfants, bien au contraire¹⁵. Et surtout, cette politique de fermeté excessive semble être extrêmement coûteuse. La petite affiche mettant en avant le fameux « No Way : you will not make Australia home » qui fait saliver la droite dure en France, en Allemagne et ailleurs en Europe fait partie d'une campagne de publicité qui coûte, à elle seule la coquette somme de 20 millions de dollars par an... Mais cette dernière somme est minime face à l'augmentation des dépenses nécessaires pour la défense des frontières, les douanes, et l'argent donné aux sous-traitants étrangers (Cambodge, par exemple) qui gèrent les migrants. Des migrants qui, malgré tout, tentent de venir en Australie, preuve que la campagne de pub musclée n'a pas si bien marché que ça¹⁶. Donc non, au nom de ses valeurs, mais aussi au nom du bon sens, un Européen ne doit pas tomber dans le piège de la peur et suivre une politique australienne contraire à nos valeurs, et surtout, inefficace en fin de compte.

¹⁴ Leila Marchand, « Naufrage des migrants : l'Australie est-elle un exemple à suivre ? », *Le Monde*, 21 avril 2015, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/21/l-australie-evite-les-naufrages-de-migrants-a-coup-de-millions-et-de-camps-offshore_4620026_4355770.html. Accès le 15 juin 2015.

¹⁵ Charlotte Chabas, « En Australie, une fillette de 6 ans contre l'« enfer » des camps de migrants », *Le Monde*, 16 septembre 2014, http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2014/09/16/en-australie-une-fillette-de-6-ans-contre-l-enfer-des-camps-de-migrants_4487880_3216.html#CpojKs6qlR2EZu3B.99. Accès le 15 juin 2015.



Dans le contrôle des migrations d’Afrique et d’Asie, le pourtour méditerranéen a et aura de plus en plus un rôle clé. Elle devient aussi terre d’immigration¹⁷ et restera, par la force des choses, un passage obligé pour la majorité des migrants¹⁸. Gérer les migrations, notamment économiques, vers l’Europe, ne peut se faire qu’en coopération étroite avec les pays méditerranéens. Une illustration du fait que, quoi qu’il arrive, l’Europe ne pourra se construire et se renforcer que grâce à une politique méditerranéenne ambitieuse, faisant de nos voisins de la *Mare Nostrum* des partenaires spéciaux et privilégiés. Les Européens de l’Est, voire du Nord, auront du mal à le comprendre. Mais face aux migrations, à la lutte contre les trafics ou le terrorisme, une Europe qui se voudrait puissance devra intégrer dans sa politique que les pays méditerranéens nous sont plus proches que les Amériques. Il s’agit de notre « étranger proche », et son destin est bien plus lié au nôtre qu’on ne l’accepte communément. Espérons que nos politiques l’accepteront enfin pendant cette crise associée aux migrants, et agiront en conséquence.

Avec cette logique en tête, nous devons aider les pays méditerranéens à différents niveaux ; en particulier :

- il faut considérer leur stabilité **comme une priorité absolu**. Nous payons le prix de ne pas avoir compris l’importance de cette stabilité avec les situations libyenne et syrienne actuelles. Ne refaisons plus jamais la même erreur ; des pays méditerranéens stables, et que nous aiderions sur les questions de sécurité et de police (renforcement de la surveillance des frontières, par exemple) sont essentiels pour éviter de nouvelles crises liées aux migrants.
- il est essentiel aider les pays méditerranéens à se renforcer de plus en plus économiquement : un Maghreb plus prospère voudra dire à terme une émigration nord-africaine moins importante vers l’Europe, mais aussi une capacité d’intégration renforcée de gens venant d’Afrique subsaharienne.

¹⁶ Leila Marchand, *op.cit.*

¹⁷ Voir, par exemple, le Maroc. Hind Talha, « Immigration : les Africains délaissent l’Europe pour le Maroc », *Le Point*, 22 novembre 2014, http://afrique.lepoint.fr/economie/immigration-les-africains-delaissent-l-europe-pour-le-maroc-22-11-2014-1883539_2258.php. Accès le 15 juin 2015.

¹⁸ On pense, ici, notamment à la Turquie et à la Libye. Clément Melki, « La Libye, plaque tournante de l’émigration dans le nord de l’Afrique », *Le Monde*, 16 avril 2014, http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/04/16/la-libye-plaque-tournante-de-l-immigration-africaine_4617559_3214.html.



Grâce à l’Afrique du Nord et à la Turquie notamment, on pourrait donc obtenir avec le temps une baisse de la migration économique vers l’Europe. Mais cela demandera une politique d’engagement sérieuse, et l’acceptation du fait qu’on parle ici de partenaires privilégiés *sur le temps long*.

Enfin, cette crise pose la question du rapport entre Europe de l’Ouest et Europe de l’Est. Et ce n’est pas la première fois qu’on revient à une telle différenciation...

Mais ce sujet demande une analyse à part. Cela sera fait dans une prochaine Note du CAPE. Quoi qu’il en soit le fossé entre Europe de l’Ouest et de l’Est est assez marquant, et fait penser à la différence naturelle existant entre Nord et Sud aux Etats-Unis... Une union américaine dont on sait qu’elle n’a pas été obtenue que par des moyens pacifiques. La crise des migrants pose la question lancinante des frontières de l’UE. Certains ne sont obsédés que par la question turque (un peu passée de saison), mais il faut aller plus loin, et se demander où les frontières d’une Europe puissance, forcément unie, peuvent bien aller non seulement au sud, mais aussi à l’est.

Il serait bien présomptueux pour un analyste, quelle que soit son expérience, de donner des solutions, bien théoriques, aux questions migratoires. On ne peut que s’attacher aux grands principes : pour les personnes qui sont clairement des réfugiés politiques, ici toute personne à nationalité irakienne, syrienne, libyenne, autant que possible, générosité maximale, dans la mesure du possible (l’Amérique, responsable de bien des problèmes au Moyen Orient, devrait également prendre sa part des migrants syriens et irakiens qui débarquent en ce moment en Europe) ; pour les migrants économiques, une fermeté teintée de réalisme (l’Australie montre bien les limites d’une rigueur excessive); et surtout, pour éviter de telles crises à l’avenir, s’attacher aux racines de la question migratoire actuelle. Si une Europe Puissance existait déjà, elle mènerait une politique étrangère unifiée et tempérée, évitant et parfois même bloquant les élans guerriers et néo-impérialistes de certains Etats membres et acteurs non-européens. Dans ce monde meilleur, une telle arrivée massive de migrants désespérés n’existerait tout simplement pas...